

Christian ECKERT

*Meurthe-et-Moselle (7^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 24 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs [J.O. du 3 août 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [J.O. des 23 et 24 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [J.O. du 24 juillet 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Transports. Politique des transports. Chèque transport [27 mai 2008] (p. 2510)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n° 230, posée le 6 mai 2008. Mines et carrières. Bassins miniers (J.O. Questions p. 3702). Appelée le 6 mai 2008. Lorraine, arrêt de l'exploitation, conséquences (p. 1865)

n° 282, posée le 27 mai 2008. Transports ferroviaires. TGV Est (J.O. Questions p. 4284). Appelée le 27 mai 2008. Conditions de fonctionnement (p. 2483)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une suspension de séance pour étudier des amendements déposés tardivement [22 septembre 2008] (p. 4939)

Condamne les propos de M. Frédéric Lefebvre qualifiant de "non républicain" le vote des députés de l'opposition contre la prolongation de l'intervention des forces armées françaises en Afghanistan [22 septembre 2008] (p. 4957)

Demande au Gouvernement de respecter le Parlement en étant représenté à l'ouverture de la séance [23 septembre 2008] (p. 4977)

Regrette les retards du Gouvernement en début de séance et y voit "une marque de mépris" envers l'Assemblée [23 septembre 2008] (p. 4977)

Estime que le Gouvernement et M. Frédéric Lefebvre retardent les débats [23 septembre 2008] (p. 4991)

Observe que des amendements reproduits dans la liasse distribuée lors de la séance du matin ne figurent plus dans celle de la séance de l'après-midi [23 septembre 2008] (p. 4997)

Demande une suspension de séance pour permettre au ministre de préparer ses réponses aux questions posées par l'opposition [23 septembre 2008] (p. 5005)

Interroge le Gouvernement sur la taxation de l'intéressement et demande une suspension de séance pour étudier des amendements dont la commission n'a pas eu à connaître [23 septembre 2008] (p. 5013)

Regrette que le président de séance lui ait refusé la parole pour répondre au Gouvernement [24 septembre 2008] (p. 5044)

Regrette qu'une seule séance soit prévue à l'ordre du jour de la semaine prochaine en raison de journées parlementaires de partis de la majorité et justifie la défense des propositions du groupe socialiste en faveur du pouvoir d'achat [24 septembre 2008] (p. 5053)

Fait état de propos désobligeants adressés par des députés de la majorité aux membres de l'opposition [24 septembre 2008] (p. 5072)

Regrette que des propositions faites par le groupe socialiste pour accélérer les débats n'aient pas abouti [24 septembre 2008] (p. 5080)

Reproche à M. Jean-François Copé de se déplacer dans l'hémicycle et demande une suspension de séance [24 septembre 2008] (p. 5101)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2497)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2522)

Thèmes :

Assemblée nationale : commissions spéciales : auditions (p. 2522)

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2498, 2522)

Politique sociale : dialogue social (p. 2497, 2498, 2522)

Secteur public : service minimum (p. 2497)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2498)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2498)

Transports routiers : transports scolaires (p. 2497, 2522)

Discussion des articles [31 juillet 2007] (p. 2530, 2568) ; [1^{er} août 2007] (p. 2637, 2657)

Article 1^{er} (définition du champ d'application de la loi)

Son intervention (p. 2537)

Article 4 (dessertes prioritaires, plan de transport adapté et plan d'information des usagers)

Son intervention (p. 2601)

Article 5 (mesures tendant à assurer la prévisibilité du service)

Son intervention (p. 2665)

Article 6 (désignation d'un médiateur par les parties au conflit - conditions d'organisation d'une consultation sur la poursuite de la grève)

Son intervention (p. 2682)

Article 8 (indemnisation des usagers)

Son intervention (p. 2690)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [2 août 2007] (p. 2707)

Son intervention (p. 2716)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : droit de grève (p. 2717)

Politique sociale : dialogue social (p. 2716)

Secteur public : service minimum (p. 2716)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2716)

Transports ferroviaires : titres de transport : remboursement (p. 2716)

Transports ferroviaires : transport de voyageurs : fonctionnement (p. 2716)

Transports urbains : RATP (p. 2716)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 5215)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 5225)

Thèmes :

Energie et carburants : libre choix du fournisseur : prix (p. 5215)

Politique économique : libéralisme : aménagement du territoire (p. 5225)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 décembre 2007] (p. 5392, 5405) ; [19 décembre 2007] (p. 5437)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 5467)

Thèmes :

Politique sociale : inégalités (p. 5467)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion (p. 5467)

Proposition de loi n° 314 visant à renforcer la coopération transfrontalière par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement relatif à un groupement européen de coopération territoriale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [29 janvier 2008] (p. 593)

Son intervention (p. 600)

Thèmes :

Collectivités territoriales : coopération transfrontalière (p. 600)

Départements : Nord (p. 600)

Pays étrangers : Luxembourg (p. 600)

Régions : Lorraine (p. 600)

Union européenne : construction européenne (p. 600)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Après l'article 40

Intervient sur l'adt n° 1122 de Mme Delphine Batho (p. 3288)

Projet de loi n° 969 rectifié portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} juillet 2008] (p. 4079, 4105)

Son intervention (p. 4126)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 4136)

Thèmes :

Assemblée nationale : travaux (p. 4136)
 Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 4127)
 Politique sociale : pouvoir d'achat (p. 4127)
 Politique sociale : dialogue social (p. 4126)
 Travail : accords interprofessionnels (p. 4126)
 Travail : conditions de travail (p. 4127)
 Travail : conditions de travail (p. 4136)
 Travail : droit du travail (p. 4126 et s.)

Discussion des articles [2 juillet 2008] (p. 4143, 4181) ; [3 juillet 2008] (p. 4203, 4231, 4265) ; [7 juillet 2008] (p. 4292, 4332)

Article 16 (contingent annuel d'heures supplémentaires - Repos compensateur de remplacement)

Ses interventions (p. 4207, 4217, 4226, 4233 et s., 4243, 4256 et s., 4277)

Article 17 (conventions individuelles de forfait)

Son intervention (p. 4282)

Projet de loi n° 1008 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 juillet 2008] (p. 4564, 4603)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4629)

Thèmes :

Communes : maires : responsabilité pénale (p. 4629)
 Communes : service d'accueil pendant le temps scolaire : compensations financières (p. 4629)
 Secteur public : grève : enseignants (p. 4629)
 Secteur public : grève : préavis (p. 4629)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4934) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4939)

Ses rappels au règlement (cf supra) [22 septembre 2008] (p. 4939, 4957, 4977)

Thèmes :

Assemblée nationale (p. 4935)
 Entreprises : allègement des charges (p. 4935)
 Entreprises : fonds propres (p. 4935)
 Entreprises : intéressement et participation (p. 4935)
 Entreprises : intéressement et participation : chefs d'entreprises (p. 4936)
 Impôts et taxes : loi travail, emploi et pouvoir d'achat (TEPA) (p. 4934)
 Politique économique : croissance (p. 4935)
 Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4935 et s.)
 Travail : salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) (p. 4935)
 Travail : salaires (p. 4935)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Son intervention (p. 4982)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4991)

Son amendement n° 306 (de suppression) (p. 4993)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 4997)

Son amendement n° 1536 (p. 5000)

Son amendement n° 327 (p. 5002)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 5005)

Son amendement n° 348 : retiré (p. 5006 et s.)

Son amendement n° 411 (p. 5010)

Son amendement n° 1278 (p. 5010)

Son sous-amendement n° 1810 à l'adt n° 5 de la commission des finances (p. 5011)

Son amendement n° 1366 (p. 5012) : adopté après modification (p. 5013)

Son rappel au règlement (cf supra) [23 septembre 2008] (p. 5013)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5016 et s.)

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5016 et s.)

Son amendement n° 1344 (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5014) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5019)

Intervient sur l'adt n° 23 de la commission (mesures en faveur d'accords d'intéressement de branches pour les petites entreprises) (p. 5026)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Son intervention (p. 5028)

Son amendement n° 537 (p. 5034)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5044)

Son amendement n° 1388 (p. 5045)

Son amendement n° 1146 : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5045)

Après l'article 2

Son amendement n° 1256 (attributions du comité des rémunérations) (p. 5049) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5052)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5053)

Son amendement n° 1234 (délibération de l'assemblée générale sur le rapport entre la plus haute et la plus basse rémunération dans la société) (p. 5054) : rejeté (p. 5056)

Son amendement n° 1300 (affectation à la réserve spéciale de participation d'au moins 50 % de la plus-value d'acquisition des titres obtenus lors de la levée des options) (p. 5056) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5059)

Son amendement n° 1098 (suppression du "bouclier fiscal") (p. 5063) : rejetés (p. 5066)

Son amendement n° 74 (suppression du "bouclier fiscal") : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5067)

Son amendement n° 1410 (suppression du délai de douze mois permettant l'exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires en cas de substitution de celles-ci à d'autres éléments de rémunération) (p. 5067) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5069)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5072)

Son amendement n° 1432 (relèvement à 6 € de l'exonération d'impôt des chèques restaurant) (p. 5070) : rejeté (p. 5074)

Son amendement n° 117 (plafonnement à 15 000 € des réductions d'impôt et des crédits d'impôt) (p. 5074) : rejeté (p. 5076)

Son amendement n° 954 (majoration de 50 % de la prime pour l'emploi) (p. 5076) : rejeté (p. 5079)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5080)

Son amendement n° 810 (baisse des taux de la TVA) (p. 5079) : rejeté (p. 5082)

Son amendement n° 858 (baisse du taux réduit de la TVA) (p. 5082) : rejeté (p. 5085)

Son amendement n° 906 (TVA au taux de 2,1 % sur la commercialisation des fruits et légumes) (p. 5085) : retiré (p. 5086)

Son amendement n° 474 (examen de l'évolution du montant moyen des primes distribuées au titre de l'intéressement lors de la négociation salariale de branche) (p. 5087) : rejeté (p. 5088)

Son amendement n° 453 (examen du volume des salaires bruts, des primes distribuées au titre de l'intéressement et de leur répartition lors de la négociation annuelle d'entreprise) : rejeté (p. 5088)

Son amendement n° 495 (examen des accords d'intéressement et de participation par la commission nationale de la négociation collective) (p. 5093) : rejeté (p. 5094)

Son amendement n° 1476 (intéressement, participation et épargne salariale pour les salariés de groupements d'employeurs) : retiré (p. 5095)

Son amendement n° 1190 (extension de la participation à toutes les entreprises) (p. 5098) : rejeté (p. 5101)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 septembre 2008] (p. 5101)

Son amendement n° 516 (extension de la participation aux entreprises de plus de vingt salariés) (p. 5101) : rejeté (p. 5103)

Son amendement n° 1212 (extension de la participation aux entreprises de plus de dix salariés) : retiré (p. 5103)

Son amendement n° 1322 (indicateur mesurant le rapport entre les rémunérations extra-salariales et la masse des salaires) (p. 5103) : rejeté (p. 5104)

Intervient sur l'adt n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5105 et s.)

Son sous-amendement n° 1813 (seuil porté à 150 salariés) à l'adt n° 39 rectifié de la commission des affaires économiques (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5114) : rejeté (p. 5115)

Son amendement n° 53 (bénéfice des tarifs réglementés de l'électricité et du gaz lors de l'emménagement si le consommateur n'a pas opté antérieurement pour la liberté tarifaire) : rejeté (p. 5116)

Son amendement n° 432 (contribution de 5 % sur l'intéressement affectée au fonds de réserve pour les retraites) : rejeté (p. 5116)

Son amendement n° 1168 (non prise en compte des impositions sur le revenu afférentes aux stock options pour le calcul du plafonnement prévu par le "bouclier fiscal") : rejeté (p. 5117)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Ses interventions (p. 5119 et s., 5130)

Son sous-amendement n° 1817 rectifié à l'adt n° 31 de la commission (p. 5126) : adopté au SCRUTIN PUBLIC (p. 5127)

Son amendement n° 1669 rectifié (p. 5127 et s.)

Son amendement n° 642 (p. 5129)

Son amendement n° 663 : adopté (p. 5130)

Après l'article 3

Son amendement n° 243 (majoration des cotisations sociales des entreprises employant plus de 25 % de salariés à temps partiel) : rejeté (p. 1532)

Son amendement n° 1603 (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit leur âge) : rejeté (p. 1532)

Son amendement n° 180 (suppression de l'exonération de TIPP bénéficiant aux transports aériens) (p. 5130) : retiré (p. 5131)

Son amendement n° 201 (suppression du dispositif "de Robien" d'aide à l'investissement locatif) : retiré (p. 5131)

Son amendement n° 1050 (généralisation du chèque transport) : rejeté (p. 5131)

Son amendement n° 159 (contribution exceptionnelle sur les résultats des sociétés pétrolières) : rejeté (p. 5131)

Son amendement n° 138 (contribution au taux de 8 % affectée au fonds de réserve pour les retraites sur les avantages résultant de la distribution de stock options et d'actions gratuites) : rejetés (p. 5131)

Son amendement n° 222 (cotisation chômage des entreprises fonction de l'emploi précaire) : rejeté (p. 5132)

Son amendement n° 1002 (suppression des "franchises" sur les médicaments, les actes paramédicaux et les transports sanitaires) : rejeté (p. 5132)

Son amendement n° 1581 (application uniforme du SMIC à l'ensemble des branches professionnelles et des professions) : rejeté (p. 5132)

Son amendement n° 1625 (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit leur sexe) : rejeté (p. 5132)

Son amendement n° 1647 (application du SMIC à l'ensemble des salariés quel que soit le mode de rémunération du travail effectif) : rejeté (p. 5132)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5133)

Ses amendements n°s 705 et 684 (p. 5133 et s.)

Son sous-amendement n° 1818 à l'adt n° 33 de la commission (p. 5135)

Après l'article 4

Son amendement n° 1558 (transmission d'informations aux sections syndicales avant la négociation salariale annuelle) : rejeté (p. 5136)

Son amendement n° 768 (minimum salariaux de branche ne pouvant être inférieurs au SMIC) : rejeté (p. 5136)

Son amendement n° 726 (réduction de 50 % des allègements de charges sociales des entreprises employant plus de 25 % de salariés à temps partiel) : rejeté (p. 5136)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Ses amendements n°s 789, 1735, 1757 et 1454 (p. 1537 et s.)

Après l'article 5

Son amendement n° 1514 (modulation du taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de la part de bénéfices réinvestis) : rejeté (p. 5138)

Son amendement n° 264 (négociation salariale collective dans les branches et les entreprises) : rejeté (p. 5138)

Son amendement n° 285 (bilan d'application de l'article 7 de la loi n° 2008-11 du 8^e février 2008 prévoyant la possibilité d'octroi d'une prime exceptionnelle aux salariés ne bénéficiant pas d'un accord d'intéressement ou de participation) : rejeté (p. 5138)

Explications de vote et vote [25 septembre 2008] (p. 5138)

Ses explications de vote (p. 5138)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 5138)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 8 (organisation départementale du dispositif d'insertion)

Son intervention (p. 5225)